

Atelier du 5 mars 2013

Comme d'habitude je vais commencer par un petit rappel des ateliers précédents mais cette fois je veux d'abord évoquer une expérience extérieure à notre atelier parce que je considère qu'elle est en lien étroit avec ce que nous faisons ici. Il s'agit de l'assemblée populaire prévue pour le 15 mars au centre social des amandiers et qui se situe dans le cadre du forum social mondial qui doit se tenir à Tunis du 26 au 30 mars et à Salon de Provence le 13 avril. Si je parle de cette assemblée populaire c'est parce qu'on vient d'en finaliser la préparation avec la réalisation de micro trottoirs où nous avons interrogé un certain nombre de personnes sur des marchés d'Aix. La question était celle-ci : « qu'est ce qui ne va pas dans cette société et qu'est ce qu'il faudrait changer ? » C'est toute la thématique de notre atelier même si nous avons choisi de l'aborder par la recherche d'alternatives à la délégation de pouvoir.

La réponse clairement majoritaire a été de dire qu'il fallait tout changer mais cette constatation radicale reflétait plus une impuissance qu'un espoir d'y parvenir, c'est du moins mon ressenti. Bien sûr nous avons interrogé des personnes au hasard et le résultat aurait pu être différent avec d'autres, mais je pense que celles qui ont bien voulu répondre sont quand même représentatives d'un sentiment général. Ainsi on n'a plus confiance en grand monde pour changer la société, même pas en nous-mêmes. Par exemple « on ne peut pas compter sur les politiques parce qu'ils sont au service des puissants et si les intellectuels n'arrivent pas à changer les choses pourquoi on y arriverait nous ? ».

Mon deuxième élément d'introduction portera sur la finalité de notre atelier. Doit-on poursuivre sur la voie d'une réflexion toujours plus élargie sans nous donner de limite, ou bien, comme il a été proposé, est il temps de nous lancer dans un travail de synthèse qui sera à la fois l'aboutissement de nos six premiers ateliers et l'outil nécessaire à la continuation de notre expérience. Ce travail d'écriture pourrait consister en un texte reprenant les idées ou principes essentiels que nous avons évoqué en les articulant les uns aux autres, mais aussi il pourrait prendre la forme d'un abécédaire (ou glossaire) reprenant d'une manière un peu moins ordonnée toutes les notions évoquées en résumant brièvement ce qui a été dit. Par exemple lors de notre dernier atelier nous nous sommes attardés un moment sur la notion d'intérêt général pour nous demander comment le construire et nous en avons tiré quelques idées.

La première étant qu'il ne tombe pas du ciel et qu'il ne faut rien attendre d'un ordre divin ou d'un éventuel ciel des intelligibles.

Deuxième idée : au vue de ces deux cents dernières années de capitalisme il est évident qu'on ne peut pas compter sur cette fameuse « main invisible » pour transformer spontanément la somme des intérêts particuliers en intérêt général.

Troisième idée : l'intérêt général n'est pas forcément représenté par celui de la majorité, l'histoire nous procure des exemples catastrophiques à ce sujet (fascisme, totalitarisme...).

Deux contributions intéressantes nous ont également fourni quelques éléments de réflexion supplémentaires, par exemple on peut penser que parler d'intérêt général ce serait accepter la terminologie libérale et donc s'exprimer en « homo economicus ». Nous pourrions parler de « bien commun » ou encore tout simplement « des communs » et ajouter à la dimension morale du concept la notion de décence.

Pour ma part je me demande également de quoi pourrait relever l'intérêt général. Nous avons dit qu'il devrait être le fruit d'un débat contradictoire mené en bas et non en haut.

Personnellement je formule une hypothèse, celle d'une charte des droits humains fondamentaux rédigée à la manière des cahiers de doléances de 1789 à partir de la parole des

gens. Est-ce que dans la déclaration des droits de l'homme tous les droits énoncés sont des droits humains fondamentaux et en manque-t-il ?

En conclusion je pense que nous sommes clairement arrivé au moment où nous devons passer d'un travail de réflexion à un travail d'écriture et peut-être que la production d'un écrit permettra t'elle la pérennisation de notre atelier, la question est ouverte.

- J'ai une autre question qui porte sur le texte lui-même. Est-ce qu'il s'agira d'une méthodologie qui nous servira à initier le changement ou d'une charte exposant de grands principes ?
- Sur le contenu je pense qu'il nous faudra énoncer les quelques principes qui se sont construits au fur et à mesure de nos ateliers. En ce qui me concerne j'en soulignerais deux qui me paraissent essentiels. Le premier étant le refus catégorique de toute aliénation de la souveraineté populaire, sous quelque forme que ce soit, même par le vote. Le deuxième étant la primauté du local sur le global, c'est-à-dire que nous devons partir du pied des immeubles avant de penser au niveau national, continental et mondial. Ces deux principes induisent des méthodes comme par exemple la délégation de responsabilité en lieu et place de la délégation de pouvoir où les responsables seront désignés par tirage au sort et non par votation ou encore la possibilité d'approuver une partie d'un programme sans être obligé d'en accepter l'intégralité (non aliénation). Bien sûr la grande question est de savoir comment y parvenir, comment recueillir la parole des gens là où ils vivent, comment d'une approche segmentée (ou parcellaire) arriver à une politique globale ? Si aujourd'hui nous arrivons à écrire un texte sur l'intérêt général ce serait un acquis mais si nous voulons passer par le terrain ce sera beaucoup plus difficile car nous ne savons pas comment faire exactement. Trouver une méthode pour mettre en application le principe c'est compliqué, mais cette difficulté ne doit pas nous paraître insurmontable.
- Moi je pense que si les gens arrivent à parler de ce qui les préoccupe au quotidien on doit arriver à des solutions.
- Pas forcément parce que très souvent ce qu'on exprime c'est notre ressenti et celui-ci n'est pas toujours l'expression d'une réalité objective.
- Nous avons dit que l'approche segmentaire de la politique serait un des axes de la construction d'une alternative, moi ça me paraît beaucoup mieux que d'essayer de construire un projet global, une sorte d'idéal qui servirait de référence à tout le monde. Je ne crois pas qu'on soit légitime pour faire ça.
- Il nous faut faire le lien entre le réel et l'abstraction. Par exemple on pourrait au cours de l'assemblée populaire du 15 mars créer une dynamique en proposant cette approche segmentaire.

Concernant la dynamique participative l'expérience nous montre, particulièrement dans les ateliers de l'université populaire, qu'il y a une grande déperdition en cours d'année par rapport aux intentions du début. L'enthousiasme des premiers jours s'étiolle peu à peu parce que je pense que beaucoup espèrent y trouver un plan global qui proposera des solutions globales alors que notre intention est celle de trouver des directions et certainement pas d'en désigner une d'office et de nous installer sur des rails. Cette désaffection relève du même sentiment d'impuissance qui en submerge beaucoup quand on dit qu'il faudrait tout changer mais que c'est impossible de faire autrement, même si on pense que ce qui se passe est dégueulasse. Il est évident qu'on ne peut pas tout faire à la place des gens et surtout pas leur sortir d'un chapeau le plan magique qui résoudra tout. Nous ne pouvons que proposer des directions à partir des idées qui sont sorties de l'atelier, mêmes si certaines ne font pas

l'unanimité. Si on pouvait les mettre en forme ce serait déjà un grand pas vers une possible ré implication de certaines personnes dans le débat.

- Je pense également que nous ne sommes pas ici pour trouver la pierre philosophale qui changera comme par enchantement notre réalité actuelle en une société idéale et merveilleuse, mais c'est très difficile à admettre pour certains. Beaucoup pensent que ça ne sert à rien de se réunir à quelques uns pour réfléchir sur des alternatives et que de toute façon notre petit nombre nous enlève toute légitimité. Je m'élève contre cette vision des choses et je préfère voir notre atelier comme une partie d'un tout. Si nous attendons d'être des milliers pour commencer à réfléchir (ou à agir) nous risquons de rester planter les bras ballants à attendre je ne sais quoi. Nous ne devons pas avoir peur du petit nombre puisque'on pense que pour arriver au global il est impératif de partir du local, notre atelier appartient à cette logique. Nous ne revendiquons aucune légitimité et surtout pas celle de décider pour les autres, mais on pourrait se voir comme des explorateurs, des ouvriers de voies et rien d'autre. Nous sommes en moyenne une dizaine autour de la table, parfois un peu plus, mais il faut tenir compte que notre atelier est complètement ouvert parce qu'on peut n'y venir qu'une fois ou une fois de temps en temps et donc je pense qu'il ya beaucoup plus de dix personnes qui sont passées par nos six ateliers, ce qui n'est pas négligeable non plus. Comme nous nous efforçons de produire à chaque fois un compte rendu le plus complet possible la parole de chacun est conservée et s'ajoute à celle des autres, nous sommes bien dans la logique d'un travail collectif. Bien sûr tout cela n'est possible que parce qu'un petit noyau de personnes a pris la responsabilité d'assurer la continuité de l'atelier, pour le coup il n'y a pas eu de délégation il s'agit d'un choix personnel qui trouve peut être sa « légitimité » dans la confiance des autres et dans le fait qu'il peut être remis en question à tout moment et le plus simplement du monde. Si je me suis étendu un peu longuement sur le fonctionnement de l'atelier c'est qu'il peut représenter, à petite échelle, un exemple d'organisation spontanée qui n'a pas besoin de produire une structure institutionnelle pour fonctionner, il suffit qu'un certain nombre de personnes éprouvent le désir de prendre des responsabilités à un moment donné sur un sujet donné, et si les volontaires sont nombreux et bien on procèdera au tirage au sort et on pourra établir une rotation ce qui est toujours préférable à l'investissement excessif de quelques uns. Pour conclure je dirai que si nous arrivons à produire un écrit qui ouvre des portes notre atelier sera une réussite et il pourra garder ses portes grandes ouvertes pour l'année prochaine, et pourquoi pas en inspirer d'autres ce qui serait un plus pour l'université populaire.
- Le problème actuellement c'est que les gens ont peur d'assumer des responsabilités ou qu'ils n'en ont aucune envie parce que c'est plus facile de déléguer. On délègue au moment des élections puis on retourne vaquer à ses petites affaires personnelles jusqu'à ce que celles-ci soient contrariées par celui qu'on a élu, alors on critique, on proteste et aux prochaines élections on délègue à un autre (le même qu'il y avait 5 ans auparavant) pour retourner à son petit train-train jusqu'à ce que celui-ci soit contrarié....et tourne la roue de la démocratie avec son alternance bidon. C'est autrement plus compliqué de prendre nos responsabilités et de nous réapproprier de nos propres affaires.
- Il faut savoir comment faire pour passer de la résignation à la capacité d'agir, il faut trouver quel élément il nous manque pour qu'ait lieu ce basculement. Si on n'a pas ce processus on ne peut rester que dans l'abstraction.
- Trop souvent on n'agit qu'une fois et on ne donne pas de suite à nos actions (on fait une manifestation, on organise une journée de ceci ou cela....), on doit savoir agir dans la continuité.

- Oui par exemple on a fait des micros trottoirs et on devrait les comparer avec ceux des années précédentes pour voir s'il y a des différences d'année en année.
- J'en ai fait plusieurs en 2009 et l'année dernière on est allé interroger les gens sur leur palier puis on a organisé une journée au pied des immeubles, on a fait le « buzz », on a installé des tables, des micros, on a passé de la musique, on a fait à manger on a invité les gens à descendre, on a organisé une assemblée,.....pratiquement personne n'est descendu et on s'est retrouvé toujours les mêmes à parler à la place des gens. Je ne crois plus beaucoup à ce genre de choses parce que la participation des « gens de peu » ne se décrète pas, elle ne peut venir que d'eux-mêmes. Ensuite on parle toujours de prendre le pouvoir, mais le pouvoir on ne le prend jamais, c'est lui qui nous prend. En parlant de puissance d'agir on se demande toujours comment faire pour que les gens s'approprient de leurs affaires, je ne pense pas que c'est en organisant des « évènements » au pied des immeubles qu'on y parviendra mais plutôt par des actions concernant les petites choses concrètes du quotidien. Ce que je reproche aux élus ce n'est pas leur manque de responsabilité comme le suggère la délégation de responsabilité mais bien qu'ils soient au service d'un système. Et pour terminer, comment parler de souveraineté dans le contexte actuel, car qui a le pouvoir si ce ne sont les financiers ? Nous élisons des serviteurs de la finance et on appelle ça la démocratie ? Je ne veux plus participer à ce jeu de dupes et je tiens à préciser que l'abstention ce n'est pas que du je m'enfoutisme mais pour beaucoup c'est bien au contraire un choix politique radical qui consiste à refuser d'alimenter cette mascarade par nos votes, quels qu'ils soient.
- On ne peut être que d'accord avec tout ça, mais concrètement qu'est ce qu'on propose pour en sortir ?
- J'ai l'impression que tout le monde en France pense qu'on est à l'abri, que notre système politique va nous protéger de la crise mais si on continue à écouter nos dirigeants on va bientôt voir les mêmes choses qu'en Grèce ou en Espagne. Avoir une confiance aveugle dans les politiques c'est faire comme l'autruche qui ne veut pas voir le danger, ce n'est que quand il nous sera tombé dessus que les gens réagiront, pas avant.
- On s'est demandé quel est notre pouvoir dans ce jeu de dupes et on dit qu'on n'en a aucun parce que le pouvoir est tout entier à la finance mais je pense que celui-ci est alimenté par la consommation. Arrêtons de consommer bêtement comme il nous encourage à le faire et la finance n'est plus rien. Le vrai pouvoir se trouve peut être chez le consommateur. Rien ne bouge parce que les gens ne se rendent pas compte de la situation et du pouvoir qui est en eux.
- On peut partir aussi du positif et voir que des gens sont capables de prendre des initiatives personnelles qui vont dans le bon sens. Par exemple j'ai vu un paysan vendre ses paniers de légumes à la gare routière et se passer ainsi du circuit de distribution habituel. Je suis sûr qu'il y a un tas de petites choses comme ça qui ont lieu ici ou là. C'est peu de choses mais ça met du baume au cœur.

Nous devons savoir prendre le temps et ne pas nous laisser envahir par le sentiment d'urgence et cette idée qu'il faut tout changer tout de suite. Ca nous amène soit à une suractivité stérile en passant d'une contestation à l'autre sans se poser la question de la continuité des actions, soit à un sentiment d'impuissance devant l'énormité de la tâche. Entre les deux il y a l'espace du quotidien et c'est là qu'on peut avancer en agissant sur ce qui nous affecte au jour le jour. La question est de savoir comment on articule des actions qui répondent à un problème quotidien vécu dans un lieu donné en une puissance d'agir collective. Une deuxième question se pose également, celle de savoir si en s'auto organisant pour améliorer leur quotidien les

citoyens ne jouent pas le jeu du système libéral qui cherche à désengager l'état de toutes ses missions de solidarité.

- Il est vrai que dans le contexte actuel l'auto organisation si elle ne s'inscrit pas dans un projet émancipateur de l'idéologie libérale peut servir les dessins des ultras libéraux qui réclament toujours moins d'état ce qui veut dire pour eux moins de solidarité collective pour la réduire au périmètre familial ou communautaire. La réduction des déficits est un bon exemple d'un intérêt général qui nous est imposé d'en haut et qui nous « suggère » les bons comportements. Par exemple l'exaltation de la solidarité familiale (particulièrement en Espagne) pour palier à la réduction des dépenses sociales et à l'augmentation du chômage. « Faire vivre ses enfants et petits enfants avec sa petite pension de retraite c'est dur mais ce sacrifice portera ses fruits. » (lesquels ?)
- Bien sûr il faut savoir ce que ça veut dire l'intérêt général et il faut se demander si nous n'agissons que par intérêt, pour moi c'est non, il y a autre chose. La bonne question ce serait : qu'est ce qu'on met dans le pot commun pour faire une autre société ? On pense toujours faire à l'intérieur du système mais on devrait faire des règles entre nous et ne pas se préoccuper de celles du système. C'est quoi l'intérêt général aujourd'hui ? C'est l'impératif de croissance et pour y parvenir on est prêt à sacrifier beaucoup de droits conquis par nos aînés, après ça on ose parler de solidarité ! Comme on l'a dit il nous suffirait de moins consommer et mieux consommer pour refaire société, pour inventer un nouveau vivre ensemble basé sur le respect et la solidarité. Si les biens nous aliènent, les liens nous libéreront. Nous devrions nous auto organiser sur la base de cet objectif.
- Il faut se demander comment construire cette alternative et on peut regarder ce qui se fait dans ce sens à l'intérieur de notre société actuelle. Il y a des exemples d'organisation alternative dans la manière de vivre, de consommer ou de travailler. On les trouve dans les coopératives, dans l'économie sociale et solidaire, dans les AMAP, etc.... Mais où en est on aujourd'hui en termes de pensées politiques pour savoir comment peut évoluer la société ? Nous ne sommes pas dans la même situation qu'au XVIIIe siècle où une pensée foisonnante et anticonformiste avait réussi à construire un modèle de société alternative au féodalisme, bien sûr il s'agissait de la société bourgeoise mais l'existence de ce modèle a permis l'irruption de la révolution de 1789. Actuellement nous n'en sommes pas encore là et nous cherchons toujours parce que nous n'arrivons pas à produire une pensée cohérente sur les changements nécessaires. Si on accepte de partir de la parole des gens on peut constater qu'ici ou là on parle souvent de la même chose et c'est peut être dans ces similitudes des problèmes et des aspirations que nous trouverons cette cohérence. Nous devons nous nourrir autant du faire que de la pensée.
- Nous avons tous dans nos têtes des rêves de société idéale capables d'englober la totalité du monde, il faut les laisser s'exprimer mais depuis trente ans la porte du rêve et de l'imagination est fermement verrouillée. Ça n'a pas toujours été le cas dans l'histoire et il y a eu des moments beaucoup plus fertiles en pensées alternatives, le XVIIIe siècle bien sûr mais aussi (entre autres) les années 70 même si elles n'ont pas débouché sur un changement de société. Aujourd'hui on est face à un verrou très efficace, celui du « ce n'est pas possible parce qu'il n'y a pas d'alternative ». Des radicaux les plus farouches aux conformistes les plus assumés tout le monde en est convaincu et chacun, à sa manière, n'est capable que de proposer des aménagements à l'intérieur du système. Je pense que notre rôle est celui de dévoiler des possibles et tout ce qui contribue à cette ouverture et le bienvenu. Si on peut utiliser l'atelier et son contenu à cette fin ce sera une très bonne chose, même si ça part dans plusieurs directions. De toute façon il n'y a pas de voie royale.

- Découvrir ces voies nouvelles et les rendre visibles aux yeux de tous c'est certainement un bien bel objectif, mais il faudra aussi savoir les rendre praticables et concrètes, au moins pour faire les premiers pas puisque comme dit le poète Machado « le chemin se construit en marchant ». Assurément il est impossible de sortir du système en utilisant ses modes de pensée et de représentations, par exemple se contenter d'un discours critique envers le pouvoir c'est déjà être dans une logique de pouvoir. Pour initier la marche nous devons nous débarrasser de la logique purement protestataire.
-

Bilan

Au cours de l'atelier nous nous sommes interrogés longuement sur ce sentiment d'impuissance que résume si bien cette phrase « il faudrait tout changer ! ». Face à l'énormité de la tâche nous avons tendance à baisser les bras. La segmentation de la question politique est une solution que nous avons envisagée, à ce sujet il y a eu un bref échange à la fin de l'atelier mais je n'ai pas eu le temps de le saisir complètement, je l'évoque donc en quelques phrases.

On peut reprocher à cette approche segmentaire des affaires communes de fragmenter encore un peu plus une société qui l'est déjà bien assez. Avec cette vision des choses on risque de conforter le chacun pour soi au lieu de favoriser la coopération.

Ce à quoi il a été répondu que la société est fragmentée quand la fragmentation est subie et non choisie. L'approche segmentaire de la politique est faite pour favoriser la parole individuelle, mais après il faut savoir en sortir pour faire œuvre. On ne peut pas faire l'économie de la parole individuelle pour construire un savoir collectif.

(Affaire à suivre...)

Nous sommes revenu un moment sur l'intérêt général pour constater que s'il nous est imposé d'en haut alors il nous écrase de tout son poids et il nous dicte les comportements à adopter sans autre solution que d'obéir ou de nous laisser écraser. Il vaudrait mieux se demander qu'est ce qu'on peut mettre dans le pot commun que de chercher un hypothétique intérêt général.

Une petite phrase que j'ai bien aimé : « on dit que la finance a le pouvoir, mais si on arrête de consommer bêtement comme elle nous y invite alors elle n'existe plus ; le pouvoir est en nous et nous ne le savons pas ».

Il a été convenu de commencer le travail d'écriture à partir du prochain atelier pour permettre à notre expérience de continuer, de s'affirmer et de participer aux multiples réflexions qui se déroulent un peu partout dans le monde. On le voit comme une petite partie d'un tout, ce qui en fait pour nous toute son utilité.

Nous allons donc essayer d'élaborer un texte de synthèse ou de présentation des principes que nous avons sortis de nos six ateliers et nous avons aussi pensé rédiger un abécédaire ou glossaire de l'atelier avec des brefs résumés de tous les thèmes que nous avons abordé, il sera un outil précieux et évolutif pour la pérennisation de l'atelier. Il a été également proposé de recueillir des infos sur toutes les expériences que nous avons pu évoquer et aussi celles qu'on voudra bien porter à notre connaissance. Il nous reste trois mois et trois ateliers pour y parvenir, courage nous y arriverons !

Pour terminer je ne peux m'empêcher de citer Gaëlle qui a l'heureux privilège d'être la plus jeune d'entre nous. Elle nous a dit être ravie de voir que des personnes de notre âge (pas si avancé quand même !) s'intéressaient à ce genre de questions et qu'elle a été étonnée par le rythme mensuel de nos réunions, ce qui lui semblait peu de prime abord, mais que notre régularité et notre constance a été un acquis pour elle. Elle nous a fait ce joli compliment parce qu'elle ne pourra pas participer aux prochains ateliers pour cause de stage, mais elle a eu la gentillesse de se proposer pour le recueil des expériences alternatives.

De la part de tout l'atelier je me permets de te souhaiter un bon stage et à bientôt.

Patrick